



THIERRY LE PAON

SECRETAIRE GENERAL DE LA CGT

« Le syndicalisme s'opposer à l'inacce

Chômage de masse, détresse sociale, promesses électorales non tenues. Après la nomination d'un gouvernement Valls 2 solidement ancré dans ses certitudes libérales, le secrétaire général de la CGT, qui entend « durcir » le ton, insiste sur la responsabilité qui incombe au syndicalisme : redonner espoir et confiance aux salariés et ouvrir des voies de sortie de crise alternatives. Premier rendez-vous le 16 octobre lors de la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle pour défendre la Sécurité sociale.

HD. Vous venez de rencontrer Emmanuel Macron, le nouveau ministre de l'Économie. De quoi avez-vous parlé?

THIERRY LEPAON. Nous avons abordé certains sujets à sa demande. Mais nous lui avons également fait part de nos préoccupations. Je lui ai rappelé les engagements pris par le président de la République lors de sa campagne en 2012. D'abord, inverser la courbe du chômage. C'est un échec: + 5 % sur un an. Et on s'en prend aux chômeurs plutôt qu'au chômage! Nous n'acceptons pas que les chômeurs soient stigmatisés. Le chômage pèse non seulement sur ceux qui sont privés d'emploi, mais aussi sur ceux qui en ont un et voient leurs conditions de vie et de travail se dégrader au fil des départs non remplacés de leurs collègues. C'est ce que j'ai signifié d'emblée au nouveau ministre de l'Économie.

En matière de politique européenne, François Hollande s'était engagé à renégocier le pacte de stabilité. Ce qui n'a pas été fait. Quant à la question des déficits publics, elle s'est traduite par le « pacte de responsabilité ». Soit 41 milliards d'euros de cadeaux au patronat, et 51 milliards d'euros d'économies qui auront des conséquences notamment en matière de santé, avec de moindres remboursements des soins, des baisses d'effectifs dans les hôpitaux... Enfin il y a la croissance. Croissance zéro, c'est difficile de faire pire! Nous avons rappelé les 94 propositions de la CGT formulées lors de la conférence sociale. Mais, au-delà de sa capacité à écouter, on sent bien qu'Emmanuel Macron est enfermé dans une logique d'austérité, celle du gouvernement, loin des réalités économiques.

HD. Vous avez également réagi

à ses premières déclarations quelque peu tonitruantes?

T. L. Bien sûr. À propos des 35 heures, j'ai du mal à comprendre que ce gouvernement reprenne à son compte les arguments du patronat. Les salariés à plein-temps travaillent aujourd'hui 39,5 heures par semaine en moyenne. La seule question qui vaille c'est donc: comment les 35 heures peuvent-elles être le droit partout?

J'ai évoqué aussi la question des seuils sociaux. Là aussi, l'argumentation du gouvernement est calquée sur celle du MEDEF. Nous sommes d'ailleurs en plein paradoxe! Une récente étude du ministère du Travail souligne que les conditions de négociations sont meilleures dans les entreprises où il y a des élus du personnel, y compris dans les entreprises de 10 à 50 salariés. Remettre en cause ces seuils, c'est remettre en cause le droit des salariés à être représentés. C'est donc renvoyer les questions collectives à des rapports entre les individus, entre le patron et le salarié, c'est le pot de terre contre le pot de fer. En aucune manière la CGT ne s'engagera dans des négociations visant à supprimer le droit des salariés à être représentés.

Quant aux propos du ministre du Travail, François Rebsamen, culpabilisant les privés d'emploi, il vaudrait mieux permettre à Pôle emploi d'effectuer les missions qui lui sont confiées, notamment en réglant les problèmes d'effectifs. Aujourd'hui 80 % des personnes qui trouvent un contrat de travail le font hors Pôle emploi.

HD. Depuis 2012, la CGT a pensé que l'on pouvait dialoguer avec ce nouveau gouvernement. Va-t-elle modifier ce positionnement?

T. L. Tout en étant revendicative, la CGT a toujours eu une démarche constructive. C'est inscrit dans ses gènes. Partout où l'intérêt des salariés est en jeu, la CGT se doit d'être présente. La décision que nous avons prise en juillet, lors de la conférence sociale, de ne pas assister aux réunions de concertation et de boycotter le discours de premier ministre, était donc un geste fort. Ce sont d'ailleurs plusieurs organisations syndicales – la CGT, mais aussi Solidaires, la FSU, FO – qui ont décidé de ne pas assister à l'ensemble de la conférence sociale. Mais le gouvernement n'a pas mesuré l'importance de ces faits, cela, malgré l'alerte sévère des élections municipales et européennes. Le remaniement accentue ce décalage entre notre volonté de

sortir de la crise par le progrès social et la politique menée par le gouvernement. Il y a donc forcément un durcissement de la part de la CGT.

HD. Il y a 5 millions de chômeurs. Pas de croissance. Mais le gouvernement explique qu'il n'y a pas de marges de manœuvre, du fait des déficits publics. Que propose la CGT?

T. L. Il n'y aurait plus de marges de manœuvre, pourtant le président de la République trouve 41 milliards d'euros à donner au patronat, sans contrepartie! Ces milliards viennent de la poche des salariés. Or cet argent distribué aux entreprises va directement dans la poche des actionnaires. L'enjeu est là: la redistribution de la richesse dans notre pays. C'est là-dessus qu'il faut alerter les salariés. En ajoutant les 41 milliards d'euros du pacte de responsabilité aux 180 milliards d'euros d'aides déjà distribuées, on en est à 220 milliards d'euros par an offerts aux entreprises, sans aucune évaluation des résultats.

HD. Le syndicalisme n'a-t-il pas trop délaissé certaines questions, comme celles de la propriété ou du pouvoir, en se focalisant uniquement sur celle de la répartition des richesses?

T. L. La CGT n'a pas délaissé ces questions, mais sans doute doit-elle »

« LES NÉGOCIATIONS SE PASSENT MIEUX QUAND IL Y A DES ÉLUS DU PERSONNEL. PAS QUESTION QUE LA CGT S'ENGAGE DANS UNE DISCUSSION SUR LES SEUILS SOCIAUX. »

doit savoir
ptable »

» mieux encore s'en saisir. Le « j'aime l'entreprise » de Manuel Valls devant le MEDEF en témoigne. Le premier ministre considère que l'entreprise, c'est uniquement l'employeur. C'est ringard et c'est une nouvelle étape dans cette dérive qui nie jusqu'à la réalité sociologique qui veut qu'une entreprise, ce sont surtout ses salariés. Et ce sont les premiers à réagir pour défendre leur entreprise! Pour la CGT, la question de la nationalisation ou de la propriété collective n'est pas taboue. Dans de nombreux conflits nous avons défendu l'idée d'une réappropriation par les travailleurs ou par l'État. Les salariés doivent s'occuper de la répartition des richesses produites par leur travail et de la part qui leur revient, mais ils doivent aussi s'intéresser à la manière dont elles sont produites. La question de la propriété est incontournable. Prenons l'exemple de la SNCM. Si la compagnie maritime a été condamnée par Bruxelles à rembourser les aides publiques perçues, c'est bien parce que l'État a fait le choix de la privatisation. Nous n'en serions pas là si la SNCM était restée une entreprise publique au service de la desserte de la Corse ou des relations avec les pays de la Méditerranée. Si demain la SNCM disparaît, cela veut dire que la France n'aura plus son mot à dire sur la façon dont s'organisent ses échanges en Méditerranée. L'avenir de la SNCM, c'est aussi celui de la construction navale, des chantiers comme celui de Saint-Nazaire.

HD. Les dernières journées d'action interprofessionnelle organisées par la CGT n'ont pas donné lieu à une mobilisation massive. Comment réussir celle que vous organisez le 16 octobre ?

T. L. La CGT doit redonner confiance aux salariés dans leur capacité à intervenir et à gagner. Le rapport de forces est plus que jamais nécessaire. Nous sommes arrivés au bout du processus de concertations et de négociations dans lequel on a tenté de nous enfermer depuis des mois. Le dialogue social, c'est un moyen et pas un objectif en soi. L'objectif, c'est la satisfaction des besoins économiques et sociaux. Nous devons faire les efforts nécessaires pour convaincre les salariés que, s'ils se mêlent de leurs affaires, la seule chose qu'ils risquent, c'est que leurs revendications soient entendues et leur avenir garanti.

HD. Les mots d'ordre de ces journées d'action ne sont-ils pas trop larges ?

T. L. C'est une question vieille

comme le syndicalisme. Les salariés se rassemblent plus facilement sur une question précise. En même temps, on constate que la revendication unique est difficile à mettre en œuvre au regard de la complexité de la situation et de la diversité des aspirations des salariés. Nous voulons faire du 16 octobre une journée de reconquête de la Sécurité sociale, à l'occasion du vote du projet de loi de finances de la Sécurité sociale. Mais quand on parle financement de la Sécu, on parle du nombre de salariés au travail qui cotisent et de leur niveau de cotisation. On parle donc

emploi, travail, qualification, déroulement de carrière et salaire. La question de la protection sociale, c'est aussi celle des droits des assurés, celle des conditions de travail des agents des organismes sociaux et des personnels de santé et d'action sociale... Le rôle de la CGT, c'est de montrer que toutes ces questions sont intimement liées.

Je crois que la mobilisation des salariés pâtît surtout de l'absence de dynamique intersyndicale. Les salariés sont face à deux conceptions du syndicalisme. Une fondée sur l'accompagnement social de décisions

gouvernementales sous injonction patronale et l'autre fondée sur la contestation de cette politique. D'un côté, des syndicalistes accompagnent l'idée qu'il y a un problème de « coût du travail » qu'il faut réduire et, de l'autre, d'autres syndicalistes disent qu'il n'y a pas de problème de « coût du travail » mais un problème de coût du capital. Face à ces deux discours, le salarié est souvent perdu. Il peut même adhérer successivement à l'un de ces discours et puis à l'autre. Pour sortir de ce brouillage, nous avons besoin de perspectives unitaires...



LAHCÈNE ABBÉ

HD. Mais la CGT n'est pas isolée, FO, Solidaires et la FSU se sont retrouvés à ses côtés. Malgré l'absence d'unité syndicale, la grève à la SNCF, par exemple, a été fortement suivie.

T. L. La mobilisation des cheminots a été exceptionnelle, tant du point de vue de l'ampleur que de la durée. Faire plus de 10 jours de grève dans les conditions salariales qui sont celles des cheminots, c'est un acte héroïque. Les cheminots sont fiers de la grève qu'ils ont faite et ils ont raison. Mais je pense que le résultat de leur mobilisation aurait été différent s'il y avait eu unité syndicale. L'absence d'unité syndicale a gêné l'élargissement de la mobilisation. Les choses auraient été différentes si 70 % des cheminots avaient été en grève à l'appel de toutes les organisations.

HD. Dans ce conflit, comme dans celui des intermittents à propos de la convention chômage, la CGT n'a semble-t-il pas réussi à démontrer qu'il ne s'agit pas de problèmes catégoriels ou corporatistes, mais qui concernent l'ensemble des salariés...

T. L. La solidarité dans les luttes est une préoccupation permanente de la CGT. Durant le conflit à la SNCF, par exemple, la solidarité s'est exprimée. Dans de nombreux endroits, des collectes ont été organisées, des tracts explicatifs ont été distribués aux usagers. Mais chaque salarié a ses préoccupations et ses revendications. Pourtant les cheminots ont comme objectif la défense du service public et l'intérêt général. Concernant les intermittents, leur situation révèle la précarité de la plupart des salariés qui cherchent du travail aujourd'hui. Mais la solidarité entre salariés ne va pas de soi, c'est une construction à laquelle nous travaillons, comme c'est le cas par exemple entre intermittents et intérimaires.

HD. Le président de la République dévisse dans les sondages, le chômage atteint des sommets... Le Front national prospère sur cette désespérance. Pourquoi les organisations progressistes semblent-elles rester inaudibles?

T. L. Je pense que si le FN progresse, c'est qu'il apparaît comme porteur d'espoir. La seule responsable politique qui dit vouloir remettre en cause la stratégie monétaire européenne, c'est M^{me} Le Pen. La seule à reprendre dans son discours la préoccupation des salariés sur la question des salaires, du temps de travail, de la remise en cause des minima sociaux, c'est M^{me} Le Pen. C'est en tout

cas ce qui est présenté aux salariés qui regardent le journal télé de 20 heures. Face à elle, que trouve-t-on? Une gauche totalement divisée, une droite qui ne vaut guère mieux mais qui parvient toujours à se rassembler le moment venu. Je ne suis pas sûr que la gauche puisse en faire autant. Se diviser, c'est ouvrir un boulevard à la droite et à l'extrême droite. Les politiques doivent eux aussi faire preuve de responsabilité. Les fractures au sein des différents partis alimentent un climat malsain, qui complique la réussite de la gauche. J'entends, y compris dans nos rangs, des gens souhaiter une dissolution de l'Assemblée nationale. Ce serait un drame, compte tenu des sondages actuels. Cela aboutirait à un renforcement de la droite à l'Assemblée, avec peut-être l'arrivée de plus de députés FN. Qui peut croire que ce scénario puisse servir les intérêts du monde du travail?

HD. La désaffection des citoyens vis-à-vis des partis politiques gagne désormais les syndicats. En juin, un sondage BVA-« Le Parisien » montrait que 69 % des Français ont une

« LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE N'EST PAS TABOU. DANS DE NOMBREUX CONFLITS, NOUS AVONS DÉFENDU UNE RÉAPPROPRIATION PAR LES TRAVAILLEURS OU PAR L'ÉTAT. »

mauvaise opinion de la CGT, et que 73 % la trouvent trop opposée aux réformes. Est-ce un échec pour vous?

T. L. Ce sondage traduit deux critiques contradictoires. Certains nous reprochent de ne pas nous confronter suffisamment au patronat et au gouvernement, quand d'autres nous accusent du contraire. Cela signifie que les gens ne connaissent pas suffisamment nos propositions. Nous devons faire en sorte que la CGT apparaisse comme ce qu'elle est, au-delà de la caricature présentée par les médias. Le syndicalisme doit savoir s'opposer à l'inacceptable, c'est l'une de ses vertus, tout en construisant des solutions pour nous sortir de l'impasse.

HD. Vous avez déclaré que vous étiez sorti de la crise interne de l'organisation, déclenchée au moment de la succession de Bernard Thibault. Mais la CGT n'est-elle pas tirillée, à l'instar d'autres organisations de gauche, entre une ligne « réformiste » et une ligne plus contestataire?

T. L. Cette question aura 120 ans l'année prochaine! Les discussions opposant révolutionnaires et réformistes sont aussi vieilles que la CGT elle-même. Le syndicat ne vit pas en dehors de la société et des débats qui la parcourent. Dans un syndicat de 700000 adhérents, il est illusoire de penser que le rapport à la politique est le même pour tous! La CGT, ce n'est pas une armée. Il ne faut pas s'interdire d'alimenter des débats au sein de l'organisation.

Mon ambition, c'est de faire en sorte qu'il n'y ait plus de sujet tabou. Nos journées d'été de Courcelles se sont focalisées sur le rapport entre syndicalisme et politique. Ce n'est pas un hasard. Je ne suis pas sûr qu'un tel débat aurait pu se tenir il y a quelques années, avec 200 camarades dans la salle, dans une ambiance aussi sereine. C'est un signe de maturité.

HD. Est-ce qu'il est concevable d'envisager, sur certaines luttes ponctuelles, une alliance entre la CGT et un ou plusieurs partis politiques?

T. L. Personne n'a à gagner à la confusion des genres et des responsabilités. Partis politiques et syndicats ont chacun leur mission, bien particulière. Cela n'empêche pas bien sûr de discuter ensemble. Les partis politiques doivent conserver leur responsabilité, qui est de gérer le pays et de donner un sens à l'évolution de notre société. Dans le rapport de classes qui oppose salariés et patronat, le syndicalisme a pour

vocation de faire pencher la balance du côté des premiers.

HD. Pour vous, que veut dire « être de gauche » dans le contexte actuel?

T. L. Être de gauche, c'est redonner du sens à la politique, c'est porter un projet de transformation sociale qui nous permette de sortir des logiques libérales dans lesquelles nous sommes enfermés. C'est faire en sorte que les questions du partage des richesses, de la propriété, de l'égalité entre hommes et femmes au travail soient abordées.

HD. Et l'internationalisme dans tout cela?

T. L. C'est une question essentielle. Penser que la France peut s'en sortir toute seule, sans tenir compte du contexte international, est une illusion. Pourquoi parle-t-on aujourd'hui d'un plan d'investissement européen? Parce que c'est la Confédération européenne des syndicats qui a mis le sujet sur la table. Il faut redonner du sens à la dynamique européenne. L'UE est vécue aujourd'hui comme un frein à l'émancipation, c'est pour cela que les citoyens désertent les élections.

Je me suis livré à un petit exercice cet été. Je répondais à un gamin de 11 ans avec lequel je regardais les informations télévisées. Il s'étonnait que j'aie toujours un commentaire négatif sur chaque sujet évoqué. En réalité, cela n'avait rien d'étonnant: on ne parlait que de famine, de guerre et de conflits, notamment l'israélo-palestiniens. Comme il avait du mal à comprendre les liens que je faisais entre tous ces événements, je l'ai envoyé chercher une mappemonde. On a passé une heure à coller des Post-it rouges sur toutes les zones de tension. À la fin, il y en avait 56. Chacun de ces événements nous concerne tous, nous qui vivons sur la même planète.

J'ai fait il y a peu une tournée européenne. Je me rends en Amérique latine prochainement pour essayer de comprendre les mécanismes auxquels nous sommes confrontés et pour redonner du sens à l'action de la Confédération syndicale internationale (CSI). Le syndicalisme mondial doit bâtir des propositions internationales communes, en s'appuyant sur des outils tels que la CSI. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
CYPRIEN BOGANDA, PIERRE-HENRI LAB
ET DOMINIQUE SICOT
cboganda@humadimanche.fr,
phlab@humadimanche.fr,
dsicot@humadimanche.fr